# Grande-Bretagne : « Les immigrés ont de grandes familles dans le but d'en tirer des bénéfices »

16/09/2011 à 10h10
**Addendum du 16/09/2011**

**Une baronne d'origine pakistanaise révèle dans un exposé courageux et dérangeant comment certains de ses compatriotes font autant d'enfants que possible à plusieurs épouses ce qui a pour effet d'asphyxier le système de protection social britannique.**

La création de l'État-providence moderne était un noble idéal. La génération d'après-guerre des politiciens fut motivée par le désir de protéger les plus vulnérables, les malades et ceux en situation de pauvreté réelle.

Tragiquement, ces dernières décennies, le système s'est corrompu. S'il a été un filet de sécurité pour ceux qui étaient en réelles difficultés, mais, aujourd'hui les prestations sont l'objet d'un racket lucratif pour les demandeurs qui n'ont aucun sens des responsabilités sociales. Grâce à sa générosité, qui coûte actuellement aux contribuables plus de 200 milliards de £ par an, le système britannique de sécurité sociale incite à l'oisiveté et à l'irresponsabilité.

Et l'un des aspects les plus inquiétants – et qui fut un sujet tabou pendant beaucoup trop longtemps, en raison de sensibilités sur la question de la race – est la façon dont le système est exploité par certains immigrés en provenance du Pakistan et du Bangladesh. »

Comme je l'ai dit au Parlement cette semaine, il y a maintenant un faisceau de preuves que la générosité de l'État-providence encourage certains musulmans de ces deux régions – avec de nombreuses familles blanches – à avoir toujours plus de grandes familles, afin de réclamer plus d'allocations supplémentaires et des logements subventionnés…/…

Par exemple, un Pakistanais contracte un mariage dans son pays natal et ramène sa femme en Angleterre pour fonder une famille. Parce qu'ils n'ont été mariés que sous la loi islamique, elle n'est pas légalement enregistrée par les autorités britanniques comme son épouse. Même ainsi, ils sont en mesure de réclamer des allocations familiales pour tous leurs enfants. Mais cela ne s'arrête pas là, en vertu de la charia islamique, la polygamie est permise. Ainsi un homme peut revenir au Pakistan, prendre une autre épouse, puis, dans une répétition de ce processus, l'emmener en Angleterre où ils ont aussi des enfants ensemble – obtenant ainsi encore plus d'argent de l'État.

Parce que ces mariages islamiques multiples ne sont pas reconnus en Grande-Bretagne, les femmes sont considérées par le système de protection sociale comme des mères célibataires – et ont donc droit à toute la gamme des allocations données familles monoparentales.

En conséquence, plusieurs «familles», engendrées par le même Pakistanais peuvent toutes prétendre aux prestations car elles sont prévues par l'État-providence qui les traite comme si elles ne sont pas liées.

Les chiffres sont difficiles à obtenir, mais on pense qu'il peut y avoir environ 1000 familles polygames qui vivent au Royaume-Uni, ce qui coûte aux contribuables des millions de livres chaque année. Un de mes amis, qui a enquêté sur la question d'un programme de Panorama de la BBC, m'a parlé d'une rue dans une ville du Yorkshire où tous les résidents sont des femmes Pakistanaises avec enfants dépendant de la sécurité

sociale. Il n’y a pas un homme vivant dans la rue.

Où sont les hommes? Peut-être ailleurs avec une autre famille…/… Il difficile d’en discuter, parce que ce phénomène du mariage de série et l’exploitation du système de prestations est tabou – et peu de gens en Grande-Bretagne semblant de vouloir faire face à cette vérité dérangeante.

En effet, toute mention de cette question est perçue dans les milieux politiquement correct comme un crime beaucoup plus grand que l’abus du système de protection et de l’argent des contribuables.
…/…
La preuve de cela? Après mon discours à la Chambre des Lords, cette semaine, j’ai été soumise à un torrent de critiques, certaines personnes m’accusent de préjugés et d’autres de me condamner pour racisme.De telles accusations sont absurdes. Je suis née dans la ville de Lahore, qui fait maintenant partie du Pakistan, et j’ai consacré une grande partie de ma vie publique à la lutte contre la discrimination.
Pourtant, dans notre société politiquement correcte, rien ne vaut pour étouffer le débat que l’accusation de racisme.

Nous ne pouvons pas continuer comme ça. L’utilisation abusive du système social chez certains Pakistanais les Bangladais et les autres doit être contestée car cette pratique porte gravement atteinte au contrat social sur lequel le système de protection sociale britannique est basé.
…/…

Les devaient être données en échange de contributions à la société – à travers les impôts, les charges sociales et le travail. Mais, au fil des ans, le principe contributif a été détruit. Son anéantissement est particulièrement frappant dans ce cas puisque beaucoup de Pakistanais et demandeurs Bangladais ne payent ni impôts ni charges sociales. De plus, la continuation de cette injustice est une recette pour la friction entre les communautés.

Nous ne devrions pas tolérer l'acceptation de la charia dans des régions de ce pays (comme certaines minorités militantes ont appelé à) alors qu'une interprétation rigoureuse du code islamique traite les femmes comme citoyennes de seconde classe, en les dépouillant de leurs droits sur pratiquement tout, de la propriété au divorce…/…

En effet, il existe des preuves que le ministère du Travail et des Retraites qui est responsable du fonctionnement du système de protection sociale, a fermé les yeux sur l'incidence de la polygamie dans les communautés musulmanes.

En 2007, le ministère de la Justice a admis qu'il n'avait pas le chiffre exact du nombre de couples polygames qui vivent en Grande-Bretagne, alors que ma collègue la baronne Warsi a plus récemment déclaré que le gouvernement se dérobe à la discussion sur ce point en raison de la «sensibilité culturelle».(…)

Par ailleurs, permettre la culture de la dépendance aux prestations sociales ne peut avoir qu'un effet très malheureux sur nos enfants. Toutes les études montrent qu'ils sont mieux élevés dans un ménage avec une mère et un père aimants.

Mais quand ils sont traités cyniquement comme un moyen d'obtenir des prestations sociales – avec leurs deux parents séparés – ils sont privés de cet appui.

Non seulement les pères des enfants polygames souvent absents, mais leurs mères ont souvent du mal à faire face aux couvées toujours plus grandes, incapables de donner toute leur attention à chaque enfant.
…/…
Les allocations familiales devraient être avantageuses pour les 2 premiers enfants puis réduit d'un quart pour le troisième enfant et,pour le quatrième enfant de moitié. Puis plus rien pour tout enfant supplémentaire.
Le même principe devrait s'appliquer au logement. Il est

injuste que des familles soient encouragées à croire qu'elles peuvent continuer à obtenir des maisons toujours plus grandes financées par le contribuable en faisant toujours plus enfants.
…/…
Nous ne sommes pas dans certaines parties du Pakistan, de l'Inde et au Bangladesh, où il n'y a pas de prestations de services sociaux, aucune sécurité sociale, ni de retraite ou de maisons de soins pour personnes âgées, et où les enfants sont nécessaires pour s'occuper de leurs aînés.
…/…

Je me fiche de savoir combien d'enfants ont une famille mais, au delà de quatre, les parents doivent s'attendre à les assumer seuls. C'est une question d'équité entre ceux qui donnent et ceux qui prennent. Le tout gratuit pour tous, alors que le déficit budgétaire du pays est gargantuesque, est tout simplement insoutenable.

Daily Mail

*(Merci à Louise Chantilly pour l'info et la traduction)*

**En Grande-Bretagne, certaines familles issues du sous-continent indien ont beaucoup d'enfants dans le but de réclamer des prestations sociales supplémentaires, d'après la baronne Flather premier pair indienne de Grande-Bretagne.**

Elle accuse les communautés pakistanaises et bangladaises de ne pas adopter les valeurs de la société britannique. Pour elle, de ce fait, ces familles devraient voir leurs prestations sociales réduites.

Cette ancienne députée, actuellement conseillère conservatrice, a déclaré que cet abus du système de protection a été caché en raison du politiquement correct.(…)

Lady Flather, ancienne avocate née dans la ville pakistanaise de Lahore, alors indienne, a salué la communauté indienne du

Royaume-Uni qui a su s'adapter au modèle des familles britanniques en limitant le nombre des enfants.

Mais elle a attaqué la communauté pakistanaise en affirmant que les immigrants sans instruction continuent à vivre selon les traditions de leur patrie et avoir beaucoup d'enfants pour obtenir une maison plus grande. ("*Council Houses*" payées par les contribuables britanniques, ndlt)

Dans son discours à la chambre des pairs elle a affirmé:

Les communautés minoritaires dans ce pays, en particulier les Pakistanais et les Bangladais, ont un très grand nombre d'enfants car les allocations et avantages sociaux constituent une forte attraction. »

Il est temps que nous cessions d'utiliser les enfants dans un but économique et afin d'obtenir une maison plus vaste. »

Le projet de loi concernant la réforme des prestations sociales vise à plafonner le montant de ces dernières qu'une famille peut percevoir à environ 26 000 £ afin qu'il ne soit pas supérieur aux revenus moyens des familles qui travaillent.

Dans son discours susceptible de susciter un vif débat, Lady Flather a déclaré:

Dans leurs pays d'origine, bien sûr, les Pakistanais et les Bangladais et même les Indiens ont des familles nombreuses, car il n'y a pas de filet de sécurité. Quand on devient vieux, seuls vos enfants vont s'occuper de vous. Ceci ne s'applique pas ici – toute personne âgée perçoit une retraite et elle sera soignée. »

Surtout après les récentes émeutes, je pense que nous avons besoin de redonner la responsabilité de l'éducation des enfants aux parents. »

Les classements au niveau de l'éducation démontrent que les enfants Indiens arrivent au sommet alors les Pakistanais et

les Bangladais restent au bas de l’échelle, elle en blâme leurs familles.

Daily Mail

*(Merci à Louise Chantilly pour l’info et la traduction)*